

Jacques Cheminade.fr

La France avec les yeux du futur

Analyses

A propos de Philippe de Villiers, d'Hervé Gattegno, du Monde, du JDD,
des intox et des idées

A la médiocrité suicidaire des bien-pensants

samedi 6 avril



A propos de Philippe de Villiers, d'Hervé Gattegno, du Monde, du JDD, des intox et des idées

**A LA MÉDIOCRITÉ SUICIDAIRE DES BIEN
PENSANTS**

Les grands esprits discutent des idées ; les esprits moyens discutent des événements ; les petits esprits discutent des gens.

(citation d'Eleanor Roosevelt)

Le *Journal du dimanche* du 31 mars se livre à une exécution sans nuances de Philippe de Villiers. Son « *J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu* » se trouve jeté dans la poubelle à la mode des fake news.

La véhémence du ton et les cinq pages dédiées au sujet indiquent d'emblée qu'il y a anguille sous roche : ce n'est pas seulement un homme qu'on attaque, des événements qu'on analyse, mais bien un combat politique qu'on mène et non la stricte recherche de la vérité. Doit-on y voir la réaction hargneuse d'esprits craignant la faconde du vicomte car elle touche à leur trésor de guerre : faire croire que l'Union européenne est une expression légitime de l'Europe ? Nous devons en tous cas, face à un tintamarre qui se répand partout, tenter d'élever le débat au niveau des idées.

Alors que s'annonce un tsunami financier, alors que ce tsunami serait porteur de guerre, la campagne européenne devrait opposer des projets pour faire face. Au lieu de cela, le parti de la soumission financière maquillé en progressiste s'oppose à celui d'un repli national chauvin déguisé en patriote.

Pour faire simple, voici venue la répétition du duel entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, chacun des camps y trouvant son avantage. Tant pis pour pour l'avenir de notre pays en Europe et dans le monde, tant pis pour les grands débats sur ce qui compte : la stagnation des économies, le soulèvement des gilets jaunes, la transition numérique, le futur du travail et de la protection sociale, l'éducation, les stratégies de développement, l'isolement de notre langue dans le monde, les promesses des nouvelles routes de la soie, le rôle des nations européennes pour assurer la paix mondiale. La France patauge dans le marais « européen ».

UNE RÉPONSE

Dans ce contexte, Philippe de Villiers mérite une réponse qui ne soit pas biaisée, car il pose avec son tempérament de bretteur la question fondamentale de l'identité historique européenne.

S'il faut voir avec les yeux du futur, c'est en effet dans la connaissance du passé que l'on peut discerner les choix d'avenir, à condition de procéder sans arrières-pensées. Certes, on peut croire à de choses folles sans être fous, adhérer à des constructions destructrices sans être conscient de leurs effets et déplorer des effets dont on hérite les causes, consciemment ou pas.

Ceci étant dit, rétablir une pensée du temps long par delà celui d'une communication courte est la meilleure garantie de limiter ses erreurs.

Certes, il est tout à fait excessif de dire que « *le gène décivilisateur de l'Europe était déjà dans ses pères fondateurs* » et que l'Union Européenne a été conçue dans les cuisines américaines en raccommoquant des recettes de la grande Europe nazie.

Il est cependant tout à fait vrai d'affirmer :

que dans le contexte de la guerre froide, les Anglo-américains ont voulu construire une Europe à leur main pour, tant à travers du Plan Marshall que de l'OTAN et du Marché commun, combattre l'Union soviétique et exercer leur tutelle sur le monde.

Dans son entretien du 14 décembre 1965, celui des *cabris*, le **Général de Gaulle** s'est défini comme Européen tout en dénonçant les « *chimères et les mythes* » supranationaux.

Dans sa Conférence de presse du 9 septembre de la même année, il s'en prend à « *ceux qui professent que notre pays doit s'effacer et effacer sa personnalité nationale dans des organisations internationales faites de telle sorte que les États-Unis y exercent, puissent y exercer, soit du dedans, soit du dehors, une action prépondérante à laquelle nous n'avons qu'à nous conformer* ».

En 1962, dans sa République moderne, **Pierre Mendès France** mettait en garde contre une Europe se bâtissant sur le libre échange et la libéralisation financière. Ajoutons que les fonds de contrepartie du Plan Marshall ont été utilisés pour financer le Congrès pour la liberté de la culture, une opération d'influence idéologique anglo-américaine en Europe.

Ce n'est donc pas faire preuve de « *défiance* » que de dire les choses comme elles ont été. La réalité est que l'oligarchie financière, qui contrôle aujourd'hui la mondialisation, a sévi dès l'après-guerre contre les états-nations, les poussant directement ou indirectement à abdiquer leur identité en sa faveur, pour pouvoir opérer sans entraves. La réalisation « *d'un grand marché transatlantique* », offrant aux renards de la City et de Wall Street la liberté dans le poulailler européen, a toujours été leur objectif. Robert Salais, dans *Le viol d'Europe* montre bien que le libre-échange et la libéralisation financière, imposés de l'extérieur et par leurs zéloteurs de l'intérieur, ont conduit à l'état dans lequel se trouvent les États désunis de l'Union européenne actuelle.

que le président de la Commission européenne entre 1958 et 1967, **Walter Hallstein**, s'opposa violemment à l'Europe des Etats du général de Gaulle, favorisant toutes les tendances fédéralistes hostiles au principe d'état-nation. Il a bien été auparavant un expert juridique auprès de la Fédération des juristes nationaux-socialistes et, au début de 1944, sans doute officier instructeur ayant pour mission d'enseigner aux soldats les valeurs du régime. En 1944, fait prisonnier par l'armée américaine et interné dans un camp aux Etats-Unis, il a été comme bien d'autres recyclé en démocrate-chrétien défenseur des « *valeurs occidentales* ». Il n'existe aucune preuve et il n'est pas du tout vraisemblable qu'il ait été le « *juriste nazi désigné par Hitler pour préparer la nouvelle Europe* » d'alors, comme l'affirme François Asselineau. Un rapport des autorités nazies de Rostock affirme « *qu'il peut se rallier aux idées national-socialistes lorsque l'environnement s'y prête* » mais cela n'en fait « *ni un combattant ni une personnalité de meneur* ». Cela n'en fait donc pas un nazi modèle mais un collaborateur « *qui n'avait pas vraiment le choix* » reconverti en atlantiste d'occasion. Et cela ne fait pas de l'Europe du Traité de Rome le calque de l'Europe nazie. Nous sommes plutôt face à l'histoire d'un opportuniste préférant conserver son emploi plutôt que servir la justice et l'exerçant pour le compte du pouvoir en place.

Bien entendu, notre cœur et notre raison nous font préférer les Hans et Sophie Scholl et leur groupe de Résistants de la Rose Blanche. Hallstein a, lui, servi l'Europe quel que soit son inspirateur et jamais dans l'intérêt de ce qui aurait dû être sa profession, le respect de l'Etat de droit et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Rectifier son histoire ne doit en aucun cas aboutir à lui décerner un certificat d'honorabilité.

que les associations auxquelles ont appartenu **Jean Monnet** et **Robert Schumann** aient « *reçu des subsides d'outre-Atlantique dans les années 1950 (ce que leurs biographies ont toujours mentionné)* » fait-elle de leur œuvre politique une « *opération planifiée de Washington* » ? Hervé Gattegno les absout volontiers en proclamant « *le gaullisme est-il une doctrine sous influence britannique parce que le Général s'est exilé à Londres durant l'Occupation ?* » Comparaison ne vaut pas raison. De Gaulle a toujours combattu ses alliés Anglais et Américains lorsque ceux-ci portaient atteinte à l'indépendance de la France, bien qu'il ait bénéficié de leur financement. Il s'est même appuyé parfois sur les Soviétiques pour garder la main. Jean Monnet a, quant à lui, toujours défendu les intérêts américains (tout en s'étant marié à Moscou sous Staline). Parfois à l'avantage de notre intérêt commun, lorsqu'il a

contribué au succès du War Victory Program de Roosevelt, qui a permis aux Alliés de remporter la guerre. Je l'ai moi-même reconnu dans « *Roosevelt, Monnet, De Gaulle, reprendre leur combat* ».

Cependant, c'est bien lui qui, s'appuyant sur son Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, est intervenu auprès du Bundestag allemand pour inclure un additif dans le Traité franco-allemand de l'Élysée le soumettant à la tutelle de fait de l'OTAN. Qu'il ait reçu des fonds de la Fondation Ford pour financer son « *Centre de documentation* » n'en fait évidemment pas « *un agent de la CIA* », mais le range dans le camp de la mondialisation financière car ces agences américaines n'investissent jamais à fonds perdus. Les rapports qu'il a soumis à ces amis américains ne relevaient pas du secret mais son entregent n'a pas été une activité politiquement gratuite.

Robert Schuman, de son côté, devenu président du « *Mouvement européen* » en 1955, a bel et bien lui aussi reçu des fonds américains et entretenu des rapports plus que cordiaux avec l'American Committee on United Europe. Monnet et Schuman ont donc bel et bien été des atouts de la politique anglo-américaine en Europe. Nul n'est besoin d'en dire davantage, sans crier au tabou levé ou se faire chevalier blanc de Bruxelles.

Quant à l'attitude de **Robert Schuman** pendant les guerres du XXe siècle, on ne peut dire qu'elle a été héroïque mais on ne peut pas non plus l'accuser d'avoir ouvertement servi l'ennemi. Dans la Moselle occupée en 1914 par l'Allemagne, il a été réformé puis mobilisé et mis dans un bureau. Il n'a que très épisodiquement porté une tenue militaire et jamais les armes contre la France.

Certes, notre cœur et notre raison peuvent nous faire préférer les images de Romain Rolland en 1914 (qui n'était pas mobilisable en raison de son âge) et de Stefan Zweig en 1916 mais il serait injuste et vain de les comparer à celle d'un petit mosellan d'alors, qui ne pouvait changer de camp ni se situer « *au dessus de la mêlée* ». Il a voté les pleins pouvoirs au **maréchal Pétain** le 10 juillet 1940 en espérant qu'il protégerait ainsi la Moselle d'un rattachement à l'Allemagne. Il a été malgré lui inscrit sur la liste des secrétaires d'état du premier gouvernement Pétain mais en a démissionné aussitôt. Arrêté par les nazis, il a été placé en résidence surveillée près de Trèves, d'où il s'est évadé en 1942 pour rejoindre la zone non occupée d'alors. Il a été ensuite protégé par un réseau catholique « *passant de monastère en monastère* » comme le dit Patrice Weiten. L'amalgame que fait Philippe de Villiers en le comparant à Paul Touvier, protégé par des réseaux apparemment de même nature, ne tient pas car Touvier s'était, lui, « *rallié à la cause des nazis* ».

Ajoutons que d'autres que Robert Schuman, devenus ensuite résistants ou responsables de la France Libre, sont demeurés plus longtemps à Vichy. Les noms de François Mitterrand et de Maurice Couve de Murville viennent aujourd'hui à l'esprit de tous ceux qui ont examiné le sujet. Il est donc injuste de tenir Robert Schuman pour coupable de ce qu'il n'a pas été, tout en situant bien son camp politique. Personnellement, l'acharnement sur des personnes me paraît vain, dans un moment historique fait de contradictions et de confusions.

Notre cœur et notre raison peuvent nous faire légitimement préférer un Daniel Cordier, un Romain Gary, un Honoré d'Estienne d'Orves, une Lucie Aubrac ou une Marie-Madeleine Fourcade, mais ce n'est pas une raison pour accabler injustement un homme. Tenons-nous en à dénoncer son action politique.

DISCERNEMENT

Philippe de Villiers et ses amis nous diront qu'un peuple sans légendes perd sa raison d'être. Nous

lui répondrons que ces légendes ne doivent pas entretenir un récit romanesque qui tire la réalité dans l'outrance de la société du spectacle.

Poursuivre l'histoire de France exige du discernement. Quant à ceux qui le clouent au poteau de couleurs de l'Union européenne et des fake news, nous leur demandons de bien regarder en face le défi du XXI^e siècle au lieu de se servir des outrances d'un homme pour s'auréoler de la couronne de justiciers.

En attisant ainsi les feux d'une querelle entre leur prétendue cause de la vérité et du progrès et celle des partisans des frontières, ils cherchent à masquer la réalité de la société de tricheurs et de faux monnayeurs qu'est devenue une Union Européenne qui détruit la civilisation européenne.

Florence Parly, notre ministre des Armées, a déclaré devant l'Atlantic Council : « *Nous avons mille raisons de remercier les États-Unis... La France est le partenaire militaire le plus solide des États-Unis* ».

A quoi en écho le secrétaire général de l'OTAN, **Jens Stoltenberg**, répond : « *la défense européenne dépend de l'OTAN...Donc plus d'efforts européens, c'est bien pour l'OTAN* ».

Il désigne la Chine et la Russie comme nos ennemis devant lesquels il faut s'armer et lorsque Donald Trump proclame publiquement sa volonté d'avoir de bonnes relations avec eux, il s'affiche en va-t-en guerre devant un Congrès américain qui l'acclame.

Pour notre part, nous avons laissé **Palantir**, une société fondée par la CIA en 2004, prendre le contrôle de toutes les données des Airbus pour assurer leur maintenance et passer un contrat avec la DGSI, notre Ministère des Armées livrer ses données à **Microsoft** et **General Electric** prendre le contrôle de la fabrication de turbines nécessaires à nos centrales nucléaires et de pièces indispensables à nos sous-marins. Voilà du concret et du dur, comme on dit dans les allées du pouvoir, qui indiquent à l'aplomb de quoi se tient la querelle sur l'Europe et l'atlantisme : l'abdication de notre souveraineté données sur table.

Faute d'entreprendre une défense conjugquée des intérêts des nations européennes, faute de projet commun pour faire face au risque imminent d'un krach financier et, sous une forme ou une autre, d'un conflit mondial, toute autre querelle devient vulgaire et subalterne.

Evitons-les, en mettant fin à notre abdication nationale, sérieusement et sans rouler nos mécaniques. Parler de souverainisme est une chose, se battre sur le terrain pour imposer son respect en est une autre.

La France peut devenir inspiratrice, médiatrice et catalyseur d'une entente constructive de l'Atlantique à la Mer de Chine, en y accueillant un peuple américain libéré de la dictature de la City et de Wall Street. Est-ce un rêve ? En tous cas, il vaut mieux que de tenter de tirer à soi la couverture de faits passés sans les analyser pour mener le combat du futur ou de sauter au-dessus du vide sans parachute ascensionnel.
